

La crise sanitaire a eu de nombreuses conséquences dans tous les secteurs, dont on ne mesure pas encore toutes les facettes.

Le secteur de la culture et le domaine de l'édition et des librairies ont été particulièrement touchés, principalement les maisons d'édition et les librairies indépendantes.

Dans ce contexte particulier et inédit, de nombreuses questions se posent : le modèle économique des maisons d'édition indépendantes va-t-il résister à la situation sanitaire et économique ? Comment le secteur va-t-il se redéfinir ou est-il en train de se redéfinir ?

Comment se dessine l'avenir du secteur du livre ?

Après une présentation du secteur de l'édition indépendante, nous nous intéresserons donc à la crise sanitaire mais aussi aux propositions et réflexions qui ont été initiées à cette occasion.

L'édition indépendante

En France, la filière du livre est extrêmement diverse et abrite un bon nombre de professionnel·le·s, personnes et structures indépendantes ou groupes industriels et intégrés (en 2018, on en recensait près de 81.719¹).

Par ailleurs, si de nombreuses maisons d'édition se créent, il existe un problème majeur pour les nouveaux venus : celui de la diffusion et de la distribution. Beaucoup de nouveaux éditeurs sont de petite taille, avec une production faible en volume, et parfois en titres. Dilicom, un service interprofessionnel destiné depuis 1989 à faciliter le développement des Échanges de Données Informatisés (EDI) dans le secteur commercial du livre a délivré certains chiffres comme le fait que 43 % des petits éditeurs actifs se diffusent par eux-mêmes et 49 %² s'auto-distribuent, ce qui implique dans ces domaines une activité relativement artisanale. On retrouve donc des situations où l'éditeur·trice fait le tour des points de vente, où il/elle se charge des envois et des facturations, etc. Certains acteur·trices de l'édition indépendantes tel.le.s que Chloé Pathé (Anamosa), Valérie Millet & Sandrine Duvillier (Le Sonneur), Jean-Luc A. d'Asciano (L'Œil d'or), Les Caractères Masqués (collectif d'indépendants au service du livre), le définissent bien dans l'article collectif « " Nous

sommes en crise : des maisons d'édition indépendantes prennent la parole " paru dans l'Humanité : « Nous proposons des modèles économiques différents de ceux de la grande industrie du livre, des modèles alternatifs qui se démarquent, voire, pour certains, s'opposent au modèle capitaliste dominant qui, en temps de crise, devient par essence prédateur. Certain·es, parmi nous, sont des structures associatives, des auto-diffusé·es, des diffuseurs-distributeurs à taille humaine, en somme autant de cas qui sont des expérimentations économiques de valeur, mais qui se doivent d'être protégés par la communauté que nous formons³ ».

Cette notion même « d'éditeur indépendant " est assez difficile à définir. La notion d'indépendance signifie que les entreprises n'appartiennent pas à un groupe et que leur capital est détenu par des personnes individuelles et non pas par des financiers ou encore

« Les maisons d'édition indépendantes et les librairies en France en temps de Covid-19 : point de vue personnel et témoignages d'acteurs du monde du livre »

des fonds de pension. En effet, bon nombre de maisons d'édition sont aujourd'hui possédées par des groupes financiers, par des acteurs ayant une autre logique qu'une logique purement éditoriale, à savoir des obligations de résultat imposées par des actionnaires : exigence de retours sur investissement sur le court terme, attente d'une marge bénéficiaire qui s'aligne sur les demandes exigées par les marchés financiers. Contrairement au modèle prôné dans l'article de l'Humanité, on constate donc que ces maisons d'édition gérées par des groupes financiers s'intègrent parfaitement au système capitaliste qui régit notre société.

Pour mieux comprendre le modèle économique des maisons d'édition indépendantes, j'ai eu un entretien avec Rudy Martel, directeur de la maison d'édition jeunesse Benjamins Media, basée à Montpellier.

Benjamins Media est une association de loi de 1901 créée en 1988. Avant l'édition, c'était une émission de radio appelée « Le temps des benjamins ». Benjamins Media compte une équipe salariée assez resserrée : une responsable administrative, un réalisateur sonore / maquettiste et un directeur / éditeur / atelieriste ainsi qu'une équipe de bénévoles ; une douzaine de personnes en tout. Le conseil d'administration est composé d'un président, d'une

trésorière et d'une secrétaire. Comme dans toute association, Benjamins Media organise une assemblée générale une fois par an et des réunions de conseil d'administration (3 en général).

Les bénéfices qu'ils font reviennent directement à l'association, ce qui leur permet de travailler en cycle. Les bénéfices d'un projet financent un autre. Ils ont également un complément de revenus par la location de leur studio d'enregistrement à d'autres structures (comme Audible, application de livre audio).

« Les maisons d'édition indépendantes et les librairies en France en temps de Covid-19 : point de vue personnel et témoignages d'acteurs du monde du livre »

1. Ministère de la Culture : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Industries-culturelles/Etats-Generaux-des-industries-culturelles-et-creatives/Etude-Panorama-des-Industries-Culturelles-et-Creatives> (consulté en mars 2021).
2. Jean Claude Utard, « L'édition menacée : livre blanc sur l'édition indépendante », Bulletin des bibliothèques de France (BBF), n° 4, 2006, p. 115-116 : <https://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0115-004> (consulté en décembre 2020).
3. Texte collectif, « " Nous sommes en crise " : des maisons d'éditions indépendantes prennent la parole », [humanite.fr](https://www.humanite.fr), 29 Avril 2020 (consulté en septembre 2020).

Selon une dernière étude sur l'économie du livre⁴, en 2019, le secteur de l'édition a vu le nombre de titres disponibles augmenter de 3 % pour les livres imprimés et de 9 % pour les livres numériques les comptabilisant respectivement à 810.130 références et 308.120 références.

Contrairement à ce que le laissait craindre l'avènement du « tout numérique », le monde de l'édition semble donc s'être adapté aux nouveaux médias, aux nouveaux comportements des lecteurs... mais cela est surtout valable dans le contexte économique des grandes maisons d'édition : en effet, dans ces structures, parfaitement adaptées au système économique actuel, on assiste à une surproduction de titres instaurée notamment par le fait que le marché du livre est majoritairement un marché de l'offre. Si les maisons d'édition indépendantes réussissent à tenir le coup sur le marché du livre, c'est notamment grâce à deux éléments : le soutien des acteurs territoriaux et publics, par le biais d'aides directes et indirectes, et par la loi Lang du 10 août 1981 assurant le prix unique du livre, ce qui permet de protéger la filière et de développer l'accès à la lecture.

Covid-19

Le secteur de l'édition, comme tant d'autres, a été très touché par Covid 19 notamment parce que les librairies ont été classées parmi les commerces non indispensables, offrant ainsi aux grandes plateformes de distribution web de prendre des parts de marché.

Dans le domaine de l'édition, on a assisté à une perte de chiffre d'affaire pour les libraires de 100 % avec le confinement et une perte pour les éditeurs se trouvant entre 70 et 90 %. Le Centre National du Livre (CNL), pour essayer de tamponner cette perte, a mis en place un fonds d'urgence de 5 millions d'euros (selon leur plan d'urgence du 3 avril 2020⁵).

Cette crise sanitaire et économique a toutefois permis de réactiver des questionnements qui n'étaient pas neufs. Cet arrêt brutal du marché du livre, quoique dramatique pour les structures et les professionnels, a été l'occasion de remettre à plat un système inégalitaire.

Le livre a un rôle particulier puisqu'il a un rôle social en tant que produit de diffusion du savoir. La filière du livre est finalement comme un reflet de la société avec des problématiques qui lui sont propres mais partagées

par d'autres secteurs sur des questions de surproduction et de surconsommation. Il y a une volonté d'aller vers une consommation plus locale, plus territorialisée. C'est maintenant une nécessité de faire de l'écologie une place sociale. La France a une politique du livre forte qui passe par des aides de l'État mais il faut remettre le livre au milieu.

On constate que l'effort est partagé. Les médiathèques sont restées ouvertes et accessibles à tou.t.e.s durant le deuxième confinement, même si des conditions particulières d'accueil ont été mises en place : moins de sièges pour rester sur place, sens de circulation, respect des gestes barrières et quarantaine pour tous les documents qui rentrent. De plus, les Centres de Documentation et d'Information (CDI) des collèges, et des lycées ont ré-ouvert en même temps que les établissements : ces services, lieux de culture et d'accès aux livres, ont permis aux élèves et aux personnels de continuer à emprunter ou à consulter sur place des ouvrages rendus difficiles d'accès.

La question du modèle économique posée dès l'introduction a été soulevée dans une émission sur Radio France le 26 mai 2020, « Marché du livre : tout changer pour ne pas sombrer⁶ ». Trois intervenants représentaient trois corps de métiers : Vincent Monadé - Président du Centre National du Livre (CNL), Chloé Pathé - Fondatrice et éditrice des éditions Anamosa, Denis Mollat - Directeur de la Librairie Mollat à Bordeaux, éditeur et photographe, et permettaient d'avoir des points de vue différents sur le livre en temps de Covid-19.

On retrouve depuis le confinement beaucoup de tribunes (journaux, podcast) émanant des acteurs du monde de l'édition. Leur but ? Sauver « la chaîne du livre » et voir dans la lumière les dysfonctionnements qui étaient déjà présents mais qui ont été accentués et rendus encore plus évidents par la crise.

Plusieurs problèmes ont été mis en exergue avec la crise sanitaire. Les solutions mises en place notamment pendant le confinement comme le « clique et collecte » (figure 1), accueillir le public dans les locaux ou reporter ses commandes à plus tard, ont été de bonnes solutions provisoires mais ne sont pas vraiment satisfaisantes pour du long terme selon Martin de Halleux, fondateur des éditions indépendantes dans l'article « Soutiens aux libraires : "nous éditeurs indépendants, arrêtons la vente directe"⁷ ».

Dans la seconde partie du Podcast de Radio France, les intervenants et le présentateur reviennent sur l'importance néfaste du géant des ventes en ligne, Amazon. Amazon représente 12 % à lui seul dans le marché du livre, ce qui en fait un acteur important. Il est à ce moment là comparé à la Fnac, acteur également très présent. La différence est la suivante : la Fnac est un concurrent des libraires mais n'a pas un adversaire. Contrairement à Amazon qui est un concurrent déloyal car, du point de vue des impôts, il fait tout pour échapper à une fiscalité juste.

Un autre problème soulevé est celui de la surproduction. On a constaté que malgré la demande de nouveautés de la part des clients, des alternatives

« Les maisons d'édition indépendantes et les librairies en France en temps de Covid-19 : point de vue personnel et témoignages d'acteurs du monde du livre »

4. Ministère de la Culture : <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Livre-et-lecture/Documentation/Publications/Chiffres-cles-du-secteur-du-livre-2018-2019> (consulté en novembre 2020). 5. « Le plan d'urgence du CNL en faveur du secteur du livre », Centre National du Livre, Publié le 03 avril 2020.



Figure 1. La carte des librairies proposant le service « Click & Collect » - PHOTO LIVRES HEBDO

à la vente directe se sont mises en place. Pendant le confinement, au mois de mai, les librairies ont essayé des systèmes de « clique et collecte ». La plupart des lecteur.ice.s et client.e.s des librairies ont continué à commander malgré le fait que les librairies n'étaient plus réapprovisionnées avec des nouveautés, se laissant plus guider par les recommandations des libraires, s'intéressant plus à l'existant qu'à la nouveauté. Ce qui permet de croire qu'un nouveau système est possible pour la chaîne du livre. Pour l'instant dans la librairie indépendante de Denis Mollat, à Bordeaux, 40 % du chiffre d'affaires est concentré sur les nouveautés, 60 % pour le fonds. Cependant, la surproduction n'est pas un problème qui va pouvoir être réglé facilement. En effet, on a l'impression d'aller à contre-courant de ce qui est demandé au marché du livre. En effet, on est

face à un marché de l'offre et non de la demande, il faut donc conserver une diversité des titres ainsi qu'une diversité éditoriale large. Finalement, le public fouine, cherche et trouve. C'est pour cela que l'on peut voir sur les chiffres officiels du Ministère de la Culture un accroissement du nombre de titres mais qui ne garantit pas une croissance de la valeur. Aujourd'hui, selon Vincent Monadé, un ou deux livres sur dix rapportent de l'argent. La question de l'utilité de publier tous ces livres se pose si huit livres sur dix sont à perte. Mais puisque nous sommes dans un marché de l'offre, il est important de garder la diversité des publications. Les éditeurs prennent des risques de même que les libraires : « C'est un peu une loi du marché [...] On est au bout du système économique après il y a le client qui est la personne ultime, c'est sûr que

« Les maisons d'édition indépendantes et les librairies en France en temps de Covid-19: point de vue personnel et témoignages d'acteurs du monde du livre »

la diversité est une prise de risque pour un éditeur d'éditer selon ses choix⁸. C'est le public qui choisit les succès, ce qui rend la prévision des tirages et des ventes aléatoires. Ce n'est pas le cas dans tous les pays. Les Allemands préviennent leur plan de sortie un an à l'avance, ce qui n'est pas du tout le système français. Les Américains ont une foire annuelle où les client.e.s libraires viennent faire leurs commandes, ils/elles cumulent le nombre de livres commandés, ajoutent 20 % ce qui permet de prévoir le tirage. Le système américain est donc plus basé sur la « demande » du consommateur de livres, et non sur « l'offre » comme l'est le secteur français ... Ces deux systèmes peuvent être inspirants pour réfléchir à l'avenir du secteur éditorial français : ainsi, les professionnels s'interrogent sur la mise en place d'un système de livres sans retour⁹, qui serait un pari pour

les libraires qui devraient annoncer le nombre de tirages qu'ils/elles prendraient quitte à garder les livres plus longtemps.

La rémunération des auteurs a également été remise en question par les intervenants du Podcast. L'État n'a pas réussi à créer un statut spécifique social et fiscal des auteurs qui soit accessible et actionnable. Il n'y avait pas de case d'artiste-auteur dans le fonds de solidarité gouvernementale pour les indépendants. Or la création de ce statut sera essentielle pour les années qui viennent. De plus, la rémunération des auteurs doit passer par des rencontres et des négociations interprofessionnelles.

6. « Marché du livre : tout changer pour ne pas sombrer ? », émission LE TEMPS DU DÉBAT, Radio France, 26 mai 2020. 7. Martin De Halleux, « Soutiens aux libraires : "nous éditeurs indépendants, arrêtons la vente directe" », Actualitte.com, 3 novembre 2020 (consulté en décembre 2020). 8. « Marché du livre : tout changer pour ne pas sombrer ? », émission LE TEMPS DU DÉBAT, Radio France, 26 mai 2020. 9. La politique dite des « retours » est un mode de distribution où le libraire reçoit les livres que lui propose le distributeur et les paie. On appelle ces livres distribués sans commande l'Office. Si il n'a pas réussi à les vendre la première année, il peut renvoyer les invendus qui lui sont remboursés, généralement sous forme d'un avoir.

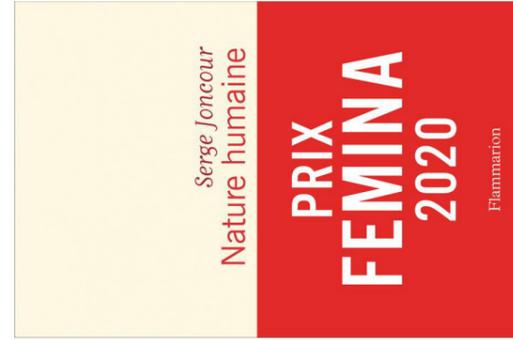
L- Comment réfléchit-on à une économie post-covid ?

R- *Honnêtement, compte tenu de mon rythme de production (5 titres par an), je n'ai pas mis en place d'économie post-COVID. J'ai dû, bien sûr, en raison de la crise sanitaire et économique, adapter mon programme éditorial de 2020 (sortie de 4 titres au lieu de 5 et modification des dates de parution), mais je suis reparti pour 2021 sur un programme éditorial « classique » pour Benjamins Media. La crise que nous traversons en ce moment a mis en lumière l'étroite collaboration, ou l'étroite dépendance, c'est selon les points de vue, entre éditeurs et libraires. Quand les librairies étaient fermées ou quand elles pratiquaient le « Clique et rapplique », de nombreux éditeurs, les petits et les moyens, étaient aux abois. Le marché s'est effondré (-60%), mais ce qui n'a pas empêché de gros succès commerciaux. Ce qu'ont regretté certains libraires d'ailleurs.*

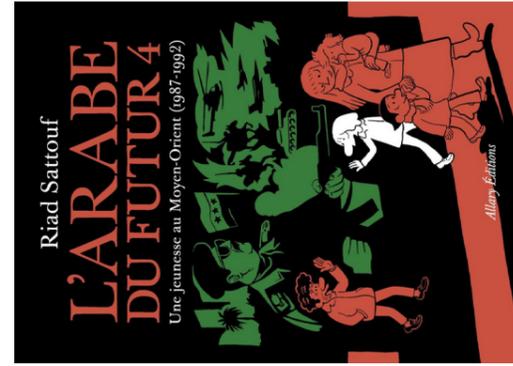
L - A t-on déjà observé des crises dans le secteur de l'édition indépendante ?

R- *Pas à ma connaissance, mais peut-être pourrions-nous parler de crise larvée et qui concernerait plus le milieu des grands groupes que celui des petites maisons d'édition. Je m'explique. L'édition produit de plus en plus de livres pour de moins en moins de lecteurs. Face à la « crise de la lecture », les gros éditeurs ont décidé d'augmenter le nombre de titres, de réduire les tirages et les temps de commercialisation et d'augmenter les prix. Le marché de l'édition française est à la fois très dynamique et fragile. On peut avoir l'impression d'aller droit dans le mur à terme...*

Pour en savoir plus et afin d'avoir le retour d'un professionnel qui a vécu la crise Covid-19 de l'intérieur (du point de vue des éditeurs), l'entretien avec Rudy Martel, directeur de la maison d'édition Benjamins Media à Montpellier, apporte des éléments complémentaires.



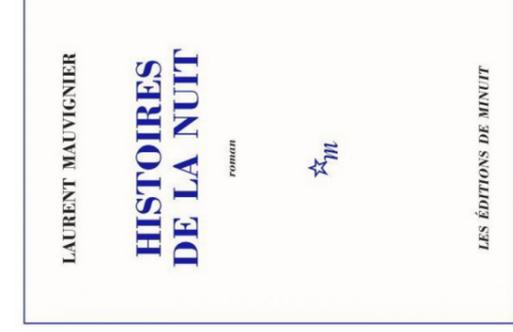
Serge Joncour, *Nature humaine*, prix Femina



Riad Sattouf, *L'Arabe du futur 4*



Tiffany McDaniel, *Betty*, prix du roman Fnac



Laurent Mauvignier, *Histoires de la nuit*

*Voici les meilleures ventes durant le confinement : Riad Sattouf (*L'Arabe du futur 4*), Barack Obama (*Une terre promise*), Serge Joncour (*Nature humaine*, prix Femina), Laurent Mauvignier (*Histoires de la nuit*) et Tiffany McDaniel (*Betty*, prix du roman Fnac).*

« Les maisons d'édition indépendantes et les librairies en France en temps de Covid-19: point de vue personnel et témoignages d'acteurs du monde du livre »

L- Comment le modèle économique va-t-il évoluer ? / Comment les maisons d'édition indépendantes vont-elles s'adapter ?

R- *Je ne crois pas à une remise en cause de la profession. Les gros éditeurs vont continuer à éditer trop, trop vite, et parfois trop mal, pendant que les petits éditeurs - l'édition indépendante - continueront, quand ils n'auront pas mis la clef sous la porte, à éditer peu mais plutôt des livres qualitatifs.*

L- Quels sont les problèmes qui ont resurgi ou ont été mis en exergue avec le covid ?

R- *Ce que je disais plus haut : la chaîne du livre française repose sur la librairie. Ce maillon connaît des problèmes (fermeture partielle, totale, etc.). C'est toute la chaîne qui s'en trouve perturbée. Benjamins Media a bien une boutique en ligne mais l'explosion des ventes sur le net pendant les confinements n'a pas eu lieu. Les Français, et c'est une bonne chose, se sont montrés solidaires des libraires. C'est grâce à la mobilisation des lecteurs que les libraires ont pu encaisser la crise. C'est le second phénomène mis en lumière par la crise du coronavirus à mon sens.*

Ce témoignage donne une vision réaliste et lucide du regard que porte le directeur d'une petite maison d'édition sur ce secteur en crise.

De fait, l'Histoire l'a régulièrement montré : les crises accentuent les inégalités. La crise du Covid aura donc affecté tous les secteurs économiques, y compris le monde du livre : confirmation d'une tendance à la « best-sellerisation du secteur », extrêmes difficultés pour les indépendants (dont certains ne se relèveront pas) et concentration autour des quelques grandes maisons d'édition. Au niveau international, la crise du secteur du livre est particulièrement observable dans les pays où les politiques publiques en faveur du livre sont insuffisantes ou carrément absentes...

Mais la crise semble surtout avoir accentué des problématiques déjà en germe, comme la concentration autour de grandes maisons d'édition laisse planer le danger d'une homogénéisation de la culture, des idées, qui est une menace constante dans un contexte mondialisé ; et cela quelque soit le support (papier ou numérique).

De manière globale, la crise sanitaire a montré le caractère crucial d'une appréhension globale, systémique de chaque secteur : le secteur du livre doit également être réfléchi dans son ensemble, en tenant compte de chaque élément du système et des nécessaires interactions, coopérations qui doivent relier chacun des acteur.trice.s.

Finalement, on peut penser que la crise sanitaire a précipité la nécessaire réflexion de l'avenir de la filière ; elle s'est révélée un « laboratoire » grandeur nature pour expérimenter de nouvelles formes d'adaptation du secteur aux demandes du public.

*Je remercie Rudy Martel,
directeur de la maison d'édition
jeunesse Benjamins Media,
basée à Montpellier, pour avoir
pris le temps de répondre à mes
questions.
Ainsi que toutes les personnes
ayant contribué.e.s à la
rédaction, la relecture et la
correction de cet article.*

Ainsi, le confinement a été l'occasion pour certaines maisons d'éditions de renouer ou d'approfondir les liens avec le lectorat existant en proposant des formats plus interactifs.

La crise a également mis en évidence l'attachement profond des Français à leurs librairies : le secteur doit donc s'appuyer sur ce lien existant pour renforcer la place de ces lieux dans le paysage culturel. De fait, depuis quelques années, les librairies deviennent des « tiers lieux », ne se contentant pas de vendre des livres, mais devenant de véritables lieux de cultures et d'échanges.

La question de la surproduction dans le secteur du livre est également une problématique au cœur de l'avenir du secteur, mais là aussi, la réflexion est en cours afin de tenir compte du lectorat dans la production de livres (impression à la demande, développement d'outils numériques qui permettraient plus d'agilité dans le système...)

On le voit, c'est réellement une mutation dans la perspective, plus centrée sur le lectorat, et une nécessaire protection de l'ensemble du secteur, prise comme un véritable « écosystème éditorial » qui doit être mise en place, afin de garantir une pluralité d'une offre éditoriale de qualité...